

« Il vaut mieux résilier l'accord sur la libre circulation »

Propos recueillis par Edgar Bloch

Entretien avec Christoph Blocher, leader de l'UDC.

Christoph Blocher est le leader de l'Union démocratique du centre (UDC), le parti à l'origine de l'initiative populaire contre l'immigration de masse, qui a obtenu la majorité (50,3%) lors du scrutin du 9 février dernier en Suisse. Il revient sur ce vote.

Votre initiative réclame du Conseil fédéral qu'il mette trois ans à profit pour négocier avec l'UE le retour des contingents. Mais que peut-on négocier puisque ceux-ci sont inconciliables avec la libre circulation ?

Il faut clairement préciser à l'UE que la Suisse s'est décidée contre la libre circulation et ne veut pas en entendre parler. Un compromis serait possible avec Bruxelles, consistant à engager en priorité des travailleurs exerçant sur le marché suisse, tout en se montrant disposé à recruter des ressortissants de l'UE en second cercle, en leur accordant une préférence sur les citoyens du reste du monde. Ce n'est pas mon idée, mais de cette façon une priorité serait donnée à l'UE.

Et sinon ?

La situation sur le plan juridique est très claire sur le plan du droit. Une disposition nous permet de négocier avec Bruxelles la libre circulation, une autre nous laisse le droit de réviser l'accord en cas de difficultés, ce qui est conforme à la situation d'aujourd'hui. Et puis, il reste une troisième possibilité qui consiste simplement à le résilier. Il nous est reproché d'être hostile au droit, alors que l'annulation pure et simple est décrite noire sur blanc.

Vous n'êtes donc pas hostile à la résiliation de l'accord de libre circulation ?

Si nous ne parvenons pas à nous entendre, il est préférable de le résilier. Bien sûr que les autres accords sont également menacés, mais je prends ce risque car je ne pense pas que Bruxelles les dénoncera.

Vous êtes bien sûr de vous.

Si j'entre dans le détail, je note que les six accords qui tombent sous la clause guillotine, soit ceux qui portent sur les obstacles techniques au commerce, les marchés publics, l'agriculture, les transports aériens et terrestres et la recherche, sont avant tout dans l'intérêt de l'UE, même s'ils ne sont pas négligeables également pour la Suisse. Prenez l'accord sur le transit routier nord-sud : il est essentiel pour Bruxelles, car le

destinés à l'Erythrée, une vraie confusion entre recherche et aide au développement. Jusqu'à ce que nous y soyons associés, la Suisse était récompensée par le plus grand nombre de prix Nobel par rapport à sa population. Depuis, nous n'en avons plus obtenu. Je formule la même remarque avec Erasmus+, un véritable self-service, allant de soutiens à des programmes de promotion végétariens ou durables et des congrès. Ces

programmes illustrent le problème rencontré par l'UE.

Les chercheurs pensent exactement le contraire, et craignent un recul de la qualité des hautes écoles en Suisse.

On peut tout embellir. Ces programmes sont presque de la corruption, le mot est fort mais il faut se demander où sont les résultats ? L'argent public ne doit pas servir à soutenir les PME. Précédemment, nos Ecoles polytechniques se mesuraient aux meilleures universités américaines qui ont bien meilleure réputation que celles en Europe.

Les premiers qui ont félicité la Suisse le 9 février ont été Marine Le Pen et tous les leaders des partis populistes, des Néerlandais à ceux de la Lega en Italie. Etes-vous fiers d'être en si bonne compagnie ?

Non, mais leurs réactions sont compréhensibles. Ils sont dans l'opposition, alors que nous sommes à la fois au gouvernement et dans l'opposition, et en Suisse l'opposition est le peuple. La démocratie directe est la possibilité de dire « non ». Marine Le Pen partage notre conception et entend sortir son pays de l'UE. Nous avons la chance de ne pas être membre de cette enceinte et n'entendons pas y adhérer, ni même vouloir la libre-circulation. Le vote a suscité une gigantesque émotion au point que tout le monde a imaginé que nous étions dans l'UE. Les Européens ont été ébahis de voir que le peuple s'exprime librement. Immédiatement, l'UE et les États nous ont critiqués alors que le lendemain les opinions rêvaient de pouvoir s'exprimer comme les Suisses. ■



« J'espère que nous resterons toujours à l'extérieur d'Horizon 2020 »

Benelux, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la Grèce sont directement concernés. La même remarque vaut pour les obstacles techniques au commerce et je sais de quoi je parle. A titre d'entrepreneur, je suis un grand exportateur en direction de l'UE et nous avons trouvé de bonnes solutions avec elle avant cet accord. L'UE exporte davantage en Suisse que le contraire. En Allemagne, Angela Merkel l'a parfaitement compris et a dit ne pas vouloir abandonner ces accords.

Mais vous minimisez le fait que la situation actuelle, avec la suspension notamment du programme Horizon 2020, ne mette la Suisse en difficultés, alors que la mise à l'écart de la recherche porte un coup sévère à son innovation.

J'espère que nous resterons toujours à l'extérieur d'Horizon 2020 : les prix Nobel suisses nous avaient demandé de ne jamais y entrer. La science est mondiale et pas européenne. Horizon 2020 est un programme de distribution d'argent pour financer les entreprises. Nous avons même trouvé des projets